



Communiqué de presse



Budget 2021 : Blanquer purge le second degré.

Les annonces budgétaires de ce jour sonnent comme une claque renouvelée pour les personnels des lycées et collèges. Le ministère se moque totalement de l'augmentation des effectifs de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail et une rentrée hors normes.

Avec 1800 suppressions d'emplois dans le second degré public au budget 2021, cela porte à 7490 le nombre d'emplois supprimés depuis 2018 alors que pendant le même temps les effectifs auront augmenté de près de 68 000 élèves.

Comme chaque année, le ministère prétend compenser ces suppressions d'emplois en obligeant les enseignants en place à travailler plus. Les chiffres dépassent l'entendement cette année : l'équivalent de 2500 ETP seraient financés en heures supplémentaires. Quel mépris ! En collège comme en lycée, les enseignants sont déjà épuisés par leur charge de travail et le ministre, par simple souci de communication, sans le moindre respect pour le travail des personnels, prétend qu'ils pourraient absorber une charge de travail supplémentaire dans des proportions inégalées.

Le Ministre n'hésite pas à laisser croire qu'« exténuer plus pour gagner plus » fait partie de la revalorisation promise. 400 millions seraient consacrées à cette dernière, et ne concerneraient qu'une petite partie des personnels. Pour le SNES-FSU c'est notoirement insuffisant. En outre, le Ministre ne cache même plus sa volonté de s'en servir comme prétexte pour redéfinir nos métier Comment peut-il prétendre parler de revalorisation ?

Le SNES-FSU poursuit la mobilisation des personnels pour dénoncer un budget qui signe la volonté de détériorer volontairement les conditions de travail des personnels et de scolarisation des élèves. Il faut engager un plan pluriannuel de recrutement et revaloriser vraiment nos métiers pour les rendre attractifs. Dans les mois à venir, nous porterons partout nos propositions pour convaincre qu'une école ambitieuse nécessite investissement et respect des personnels. Un changement de politique s'impose.

A Paris, le 29/09/2020